EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS DU BUREAU DE LA METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Séance du 28 juin 2018

Monsieur Jean-Claude GAUDIN, Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, a ouvert la séance à laquelle ont été présents 28 membres.

Étaient présents Mesdames et Messieurs :

Béatrice ALIPHAT - Martial ALVAREZ - Christophe AMALRIC - Sylvia BARTHELEMY - François BERNARDINI - Roland BLUM - Martine CESARI - Frédéric COLLART - Georges CRISTIANI - Arlette FRUCTUS - Daniel GAGNON - Alexandre GALLESE - Danièle GARCIA - Jean-Claude GAUDIN - Gérard GAZAY - Roland GIBERTI - Nicolas ISNARD - Bernard JACQUIER - Didier KHELFA - Richard MALLIÉ - Jean MONTAGNAC - Pascal MONTECOT - Roland MOUREN - Henri PONS - Georges ROSSO - Michel ROUX - Jean-Pierre SERRUS - Martine VASSAL.

Étaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :

Patrick BORÉ - Gérard BRAMOULLÉ - Gaby CHARROUX - Maryse JOISSAINS MASINI - Eric LE DISSÈS - Danielle MILON.

Monsieur le Président a proposé au Bureau de la Métropole d'accepter les conclusions exposées ci-après et de les convertir en délibération.

EMP 009-3936/18/BM

■ Approbation du protocole d'accord 2018-2022 pour le 5ème Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE) du Pays d'Aix - Rectificatif de la délibération n°EMP 004-2896/17/BM du 14 décembre 2017 MET 18/7313/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n°EMP 004-2896/17/BM du 14 décembre 2017, le Bureau de la Métropole a approuvé le nouveau protocole du PLIE 2018-2022. Ce protocole définit les fonctions et missions du PLIE du Pays d'Aix et lui confère, pour le compte des signataires du Protocole 2018-2022, une fonction d'ingénierie technique et financière des actions et des dispositifs locaux contribuant à la mise à l'emploi de ses participants.

Conformément à l'article 11 du Protocole, le PLIE sollicite les financements des signataires du protocole, Conseil régional PACA, Conseil départemental des Bouches du Rhône, du Fonds Social Européen.

Le Conseil Régional, en date du 15 décembre 2017, a voté de nouveaux critères d'intervention au bénéfice des PLIE ce qui a eu pour conséquence une demande de modification de rédaction de l'ensemble des protocoles métropolitains votés. En effet, l'article 11 du protocole du Pays d'Aix réintroduit désormais la partie relative aux financements des signataires.

La présente délibération a donc pour objet de compléter la délibération n°EMP 004-2896/17/BM du 14 Décembre 2017 susmentionnée, comme suit :

- **Préambule :**
« Pour la Région Provence Alpes Côte d'Azur

Signé le 28 Juin 2018
Reçu au Contrôle de légalité le 12 juillet 2018

Dans le cadre de la mise en œuvre de la loi NOTRe votée en aout 2015, la Région s'engage pleinement dans l'animation et la coordination des acteurs du service public de l'emploi, dont notamment, les plans locaux pour l'insertion et l'emploi.

Afin de faire face aux enjeux induits par la situation économique et sociale, la Région s'est dotée de nouveaux cadres, votés en mars 2017: le Schéma régional de développement économique d'innovation et d'internationalisation -SRDE2I- (délibération n°17-37 du 17 mars 2017) et le Contrat de plan régional de développement des formations et de l'orientation professionnelle -CPRDFOP- (délibération n°17-46 du 17 mars 2017).

Le Contrat de plan régional de développement des formations et de l'orientation professionnelle prolonge et amplifie l'action régionale en faveur de l'emploi autour de six grandes orientations et a été élaboré afin que chaque signataire s'engage véritablement au service d'une politique d'emploi et de formation visant la réduction du taux de chômage et un meilleur accès à l'emploi durable. Il garantit la cohérence et l'efficacité de l'action publique pour les cinq prochaines années.

L'exécutif régional réaffirme ainsi sa détermination à favoriser une action de proximité et donc, à travailler en étroite coopération avec les acteurs locaux en lien avec les priorités de l'exécutif régional sur les problématiques liées à l'emploi. Les acteurs engagés au plan local en faveur de l'insertion sont les communes, les établissements publics de coopération intercommunale, les départements, la Région, les entreprises, les référents Pôle emploi et missions locales, les organismes socioprofessionnels, les structures d'insertion par l'activité économique et les réseaux associatifs aux côtés de l'État.

Les plans locaux pour l'insertion et l'emploi s'inscrivent dans les nouveaux objectifs prioritaires de l'Institution que sont les filières stratégiques et les métiers en tension. En effet, ce dispositif partenarial permet de mobiliser les acteurs sur des objectifs quantitatifs (notamment en matière de sorties vers l'emploi) et qualitatifs clairement identifiés, et sur une durée n'excédant pas cinq ans (protocoles d'accord des plans locaux d'insertion pour l'emploi).

C'est pourquoi, la Région souhaite se doter d'une nouvelle politique de soutien aux plans locaux pour l'insertion et l'emploi, adossée aux objectifs stratégiques de la politique économique régionale, dans une logique de performance.

La Région sera en ce sens très attentive aux objectifs stratégiques qui seront décidés collégalement au sein des comités de pilotage avec la participation des élus régionaux. Ces derniers doivent rester positionnés comme les lieux principaux de décision, notamment sur la définition des orientations territoriales.

La Région orientera dans la durée son soutien vers les actions des plans locaux pour l'insertion et l'emploi apportant des résultats probants en termes de retour à l'emploi. »

Compte tenu de ces modifications, il convient d'approuver les termes du nouveau protocole du PLIE du Pays d'Aix.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi d'orientation n°98-657 du 29 juillet 1998, relative à la lutte contre les exclusions et la circulaire DGEFP 99-40 du 21 décembre 1999 précisant que le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE) constitue un dispositif de mise en cohérence des interventions publiques au plan local afin de favoriser l'accès ou le retour à l'emploi des personnes les plus en difficulté ;
- La loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- Le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application du chapitre II du titre II de la loi n°2000-321 relatif aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Signé le 28 Juin 2018

Reçu au Contrôle de légalité le 12 juillet 2018

- La délibération n° 2012_A182 du Conseil communautaire de la CPA du 29 novembre 2012 approuvant les termes du protocole du quatrième PLIE 2013-2017;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°EMP 006-482/16BM du Bureau de la Métropole 30 juin 2016 autorisant le Président à solliciter des fonds européens et notamment du FSE ;
- La délibération n°EMP 004-2896/17/BM du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017 portant approbation du nouveau protocole pour le 5^{ème} Plan Local 2018-2022 pour l'Insertion et l'Emploi du Pays d'Aix ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 juin 2018.

**Ouï le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

Délibère

Article 1 :

Est rectifiée la délibération n°EMP 004-2896/17/BM du 14 décembre 2017 relative à l'approbation du Protocole d'accord 2018-2022 relatif au cinquième PLIE du Pays d'Aix, par l'intégration d'un préambule et la contribution financière de la Région Provence-Alpes-Côtes d'Azur, joint à la présente délibération.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ce protocole et tout document afférent.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à solliciter des financements européens ainsi que ceux des autres partenaires financiers signataires du présent protocole.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix sur le service 9 « Fonds social Européen » chapitre 74 nature 788.
Les recettes seront constatées sur le budget de la Métropole en recettes de fonctionnement sur le service 9 « Fonds social Européen » chapitre 74 nature 788.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Certifié Conforme,
Le Conseiller Délégué
Emploi, Insertion,
Economie sociale et solidaire

Martial ALVAREZ

**Signé le 28 Juin 2018
Reçu au Contrôle de légalité le 12 juillet 2018**